

L'attractivité de la Belgique en nette hausse

Le baromètre d'attractivité du consultant EY pointe un nombre record d'investissements étrangers dans notre pays en 2018.

La tendance des investissements directs étrangers est plutôt à la baisse dans l'UE. Le consultant EY (Ernst & Young), dans son étude annuelle sur l'attractivité économique des pays, estime que la moyenne européenne a baissé de 4 % l'an dernier. En Allemagne et au Royaume-Uni, le recul de ces investissements atteint même 13 %. Avec une augmentation de 29 % (lire ci-contre), la situation belge tranche. En 2018, 278 projets d'investissements étrangers ont été annoncés dans le royaume. Et contrairement à ce qui a parfois été constaté par le passé, ces investissements passent par la création d'emplois. On parle ici de 7.363 nouveaux jobs. Ces projets étrangers concernent principalement cinq secteurs d'activité : le service aux entre-

prises, le transport, la logistique, l'agroalimentaire, le numérique et les producteurs de moyens de transport.

Comment expliquer cette attractivité en hausse ? Les investisseurs étrangers sont attirés par la qualité de la main-d'œuvre, la richesse des infrastructures et la qualité de vie. La baisse de l'impôt sur les sociétés est également mise en avant par les entreprises étrangères pour expliquer ces bons résultats. Un autre élément ajouté en faveur de la Belgique : le Brexit. Le nombre de projets britanniques a doublé en 2018. Et la sortie annoncée du Royaume-Uni de l'Union européenne explique sans doute pourquoi le nombre de quartiers généraux de société attirés par la Belgique a été multiplié par cinq en un an.

+29 %

Ce ne sont pas moins de 278 projets d'investissements étrangers en Belgique qui ont été annoncés en 2018. Soit une augmentation de 29% par rapport à 2017, qui était déjà une année record. Au niveau régional, Bruxelles affiche la plus grosse progression (+ 65%). La Wallonie affiche une hausse de 9 % seulement, mais les projets annoncés au sud du pays promettent bien plus d'emplois que dans la capitale. Les deux Régions restent cependant bien loin de la Flandre, qui attire la moitié des projets et les trois-quarts des emplois attendus.

La mobilité : un point faible à travailler

Parmi les points faibles de la Belgique en matière d'attractivité figure de façon très classique la fiscalité mais aussi les problèmes de mobilité. Si cet aspect pèse peu chez les investisseurs étrangers qui ne sont pas encore établis chez nous, il est par contre prépondérant chez ceux déjà implantés. Ces derniers sont 64 % à considérer que cela influence négativement leurs décisions d'investissement. Pour les experts d'EY, la Belgique doit s'atteler d'urgence à trouver des solutions à ce problème vu notamment le poids du secteur « transport et logistique » dans les investissements étrangers. C'est le deuxième secteur le plus important en matière de nombre de projets (35) et le premier concernant l'emploi (1.890). J.-F. M.

Selon le baromètre d'attractivité d'EY, notre pays a connu un niveau record d'investissements en 2018 à contre-courant de la tendance européenne.

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER

C'est toujours bon à prendre en cette période d'instabilité politique : l'attractivité de la Belgique est au zénith. Selon l'étude annuelle du consultant EY, le nombre d'investissements directs étrangers annoncés en 2018 dans notre pays a atteint un nouveau record pour la deuxième année consécutive avec 278 projets. Cela représente une augmentation de 29 % par rapport à 2017.

Cette hausse est d'autant plus remarquable qu'elle va à contre-courant de la tendance européenne qui est plutôt au recul (-4 %). Par exemple, en Allemagne et au Royaume-Uni, les investissements étrangers ont diminué de 13 %. La France, elle, n'a augmenté que de 1 %. Dans le classement européen des investissements étrangers, la Belgique avance de trois places et se positionne désormais au cinquième rang, laissant les Pays-Bas derrière elle. Le top 3 des plus gros investisseurs étrangers en Belgique reste inchangé : Etats-Unis (+25 %), France et Pays-Bas. A noter la rapide progression dans le classement de la Chine qui a pratiquement doublé le nombre de ses projets (de 9 à 16).

Plus de 7.300 emplois

Élément très positif, ces investissements s'accompagnent de la création d'emplois, ce qui n'a pas toujours été le cas par le passé. Les 278 projets devraient générer dans les années à venir 7.363 emplois, soit une moyenne de 26 jobs par projet. Si ce chiffre est en ligne

avec 2017, c'est en revanche beaucoup plus qu'en 2014 et 2015 où le ratio emploi/projet n'était que de 15-16. Parmi les plus gros investissements pourvoyeurs d'emplois, citons les projets d'expansion des hard discounters allemands Aldi et Lidl (950 emplois) ou encore l'arrivée du constructeur automobile chinois Thunder Power à Gosselies (350 emplois).

Au niveau régional, Bruxelles affiche la plus forte progression (+65 %). Celle-ci est cependant peu porteuse d'emplois (107). A l'inverse, la Wallonie enregistre une faible croissance en nombre de projets (+9 %) mais ceux-ci sont très intensifs en main-d'œuvre puisqu'ils devraient générer 1.890 nouveaux emplois, soit un ratio emploi/projet de 39.

Les 278 projets devraient générer dans les années à venir 7.363 emplois, soit une moyenne de 26 jobs par projet

Sont concernées les annonces d'Alibaba (Bierset) et Thunder Power (Gosselies). La Flandre, quant à elle, s'affiche à nouveau comme la Région la plus attractive du pays. Elle s'adjuge la moitié des projets (169 projets, +26 %) et près des trois-quarts de l'emploi créé (5.366 emplois).

Cinq secteurs

Les investissements étrangers se concentrent principalement autour de cinq secteurs : le service aux entreprises, le transport et la logistique, l'agroalimentaire, le numérique et les producteurs de moyens de transport. La pharmacie et la chimie, deux secteurs très importants pour l'économie belge, sont par contre à la traîne. Ce qui attire les investisseurs ? La qualité de la main-d'œuvre, les infrastructures de transport et logistique, et la qualité de vie.

Pour Marie-Laure Moreau, associée chez EY, il faut aussi mettre ces bonnes performances en rapport avec la baisse de l'impôt des sociétés (passage de 34 % à 29 % et en 2020 à 25 %). « 66 % des entreprises affirment que la taxation

des entreprises influence fortement leur décision d'investir. C'est beaucoup, mais c'est moins que l'année dernière (74 %). La taxation n'est plus le souci numéro un. Les investisseurs se sont rendu compte des efforts réalisés. » Mais elle prévient : « La Belgique ne peut pas se reposer sur ses lauriers. La moyenne européenne a, elle aussi, baissé et est passée à 20 %. Il va donc falloir poursuivre les efforts. »

Un autre élément a joué en faveur de la Belgique : le Brexit. On parle souvent des conséquences négatives de celui-ci pour des secteurs comme l'agroalimentaire ou le textile belge. Les chiffres d'EY laissent penser qu'il y a aussi des retombées positives. Les investissements britanniques en Belgique ont par exemple fortement augmenté en 2018 (de 13 à 25 projets). Autre constat probablement lié au Brexit : le nombre de quartiers généraux attirés par la Belgique a été multiplié par près de cinq (de 4 à 19).

Malgré ces bons chiffres, la perception qu'ont les investisseurs étrangers de l'attractivité de la Belgique est plutôt mauvaise, selon un sondage réalisé par EY. Seulement 10 % des 203 répondants se disent prêts à implanter ou étendre des activités dans notre pays. Chez EY, on relativise ce chiffre expliquant que la Belgique a beaucoup progressé ces dernières années et qu'il n'est pas anormal qu'il y ait un tassement. Le climat d'incertitude économique – la guerre commerciale USA-Chine, la fin d'un cycle économique – n'est pas non plus propice à l'optimisme. « Les trois Régions vont devoir travailler ensemble pour promouvoir davantage notre pays à l'étranger », estime-t-on chez EY... en espérant qu'une crise politique de longue durée ne sapera pas l'image de celui-ci.

Top 10 des investissements étrangers les plus porteurs d'emplois



Top 10 des pays européens les plus attractifs

